

Un sursaut républicain est-il encore possible ?

Par le commandant Azzedine
et Abdelhak Béherhi CCDD

Ces derniers temps, on assiste à des déclarations, des communiqués, des contributions, des pétitions pour dénoncer l'annonce faite à grands cris d'une révision constitutionnelle pour un troisième mandat. Certains évoquent le nécessaire maintien de l'alternance au pouvoir par le respect de la Constitution, d'autres, plus incisés, appellent au changement réel du système sans lequel aucune alternance n'est possible. C'est une réaction saine et nécessaire face à la lâcheté indigne organisée par le pouvoir, regroupant laudateurs et rentiers, précipitant la descente aux enfers. Tous les politologues, sociologues, économistes, laissent planer l'ombre d'une récession inéluctable sur la base de données objectives, avec leur logique corollaire : l'explosion sociale !

L'Etat a montré son incapacité totale à manager la crise, recourant aux subventions, les 110 milliards de dollars de réserves aidant, dont 43 entreposés aux USA au lieu de les injecter dans des créneaux à haute valeur ajoutée, générateurs d'emplois. Une gouvernance, quasiment absente, qui a fait de l'Algérie un pays bien mal en point, classé au plus bas des échelles de tous les indicateurs internationaux.

Vautrée dans la rente et la corruption, dans l'incurie et la gabegie, la gouvernance pare au plus pressé, sans aucune stratégie si ce n'est pour préserver ses intérêts. Une gouvernance avec laquelle le peuple est depuis bien longtemps divorcé. La mise à mort programmée du parc d'El Kala est une illustration parmi tant d'autres, du mépris du peuple et des violations des lois par le pouvoir.

En panne de projet, l'Algérie n'est guère à l'abri d'un glissement de plus en plus affirmé, vers une dictature qui scellera tout espoir d'évolution démocratique, un glissement qui pourrait déboucher sur une issue rétrograde. Le retour aux années de plomb se dessine, la désaffection citoyenne est à son plus haut point.

L'Algérie va droit au mur : un problème de sauvegarde nationale

L'Algérie n'est pas à l'abri d'une récession, en cas de conflit ou de crise majeure au niveau international. Sans être alarmiste outre mesure, les affirmations et les projections de spécialistes l'attestent.

Avec une dépendance dramatique vis-à-vis des hydrocarbures à 99%, avec 25 milliards de dollars d'importations en 2007 (augmentation de 17% par an), dont 5 milliards en produits alimentaires, on ne produit que 2 calories sur 3 par rapport à nos besoins.

Le démantèlement de l'industrie et une politique de privatisation débridée ont mis à plat les bases économiques du pays. On ne produit presque plus rien (on va jusqu'à même importer des calendriers chinois !). Il y a un recul industriel et manufacturier (de 17% du PIB dans les années 1960 à 4% en 2007).

Le mercantilisme commercial fleurit, avec l'apparition d'une nouvelle classe sociale laminant la classe moyenne salariale. On recense 1 200 000 commerçants et 300 000 PME de services !

Près de 10 milliards de dollars de bénéfices sont exportés par les investisseurs étrangers (l'équivalent de notre dette dans les pires années).

Du reste, la politique de réconciliation nationale et d'amnistie va dans le sens de cette «ouverture libérale», en recyclant l'argent du crime et de la rapine dans le commerce.

Les grands investissements se font à des prix exorbitants, laissant

planer l'ombre de la corruption et excluant les travailleurs algériens jugés insuffisamment qualifiés à tous les postes de travail.

Les conclusions de ces constats sont des plus inquiétantes :

- la gouvernance dans ses choix fragilise de plus en plus le pays, faisant de l'Algérie un grand comptoir commercial avec un commerce informel exubérant ;

- il y a absence de l'Etat, comme moteur de régulation et comme moyen de contrôle, générant corruption et gaspillage ;

- le pays est en sursis et n'est pas à l'abri d'une forte augmentation du coût de l'énergie, (le prix de transport de la tonne de blé est passé de 40 dollars à 120 dollars) ! En cas de conflit ou de grande crise, c'est la famine, prédisent les experts. C'est un véritable problème de sauvegarde nationale qui se pose aujourd'hui !

Trouvant un terreau politique propice dans notre pays, la mondialisation poursuit son incursion dévastatrice. L'Algérie est pressée de toutes parts pour une libéralisation poussée (UE et OMC). Avant toute libéralisation, les pays asiatiques ont d'abord investi dans le développement des ressources humaines (800 000 ingénieurs et 40 000 maîtrises de gestion en Chine !). Ce n'est guère le cas de l'Algérie qui continue à exporter ses cadres, à perdre ses étudiants à l'étranger, avec des universitaires et des chercheurs, au statut indigne, nettement en deçà de celui des pays voisins.

Tapi dans l'ombre, l'islamisme attend son heure, comme il l'a toujours fait, notamment depuis l'explosion des jeunes de 1988 ! Un signe qui ne trompe pas : les partis islamistes, dont l'un est dans «la fameuse alliance», se concertent et coordonnent leurs actions de plus en plus !

L'autisme et la fuite en avant : le pouvoir dos au mur

L'absence de gouvernance, la gabegie dans les dépenses publiques, l'opacité de la gestion financière se sont traduites par une corruption généralisée à tous les niveaux, économique et politique. On distribue généreusement à tout vent des milliards, et on «récompense» à coups de subventions tout message lu pour un troisième mandat. D'où ces «souteneurs» : officiels, institutions, y compris le défunt olympisme, associations asservies, comités de soutien de circonstance...

La situation est grave. Les finances du pays sont dilapidées avec une complicité à tous les niveaux de la gouvernance. Tout cela, sur fond d'une insécurité grandissante et d'un verrouillage accru des Libertés.

Pris à la gorge, pratiquant la fuite en avant, le pouvoir cherche à perdurer et ne prend pas le risque d'ouverture qu'il a resté sans gouvernance... en attendant !

Car ce troisième mandat, avec la révision constitutionnelle ne concerne pas seulement Bouteflika (lui-même le souhaite certainement, même malade). Cette révision n'ouvre-t-elle pas en fait le champ à une présidence à vie, pour un autre moins mauvais parmi les mauvais, qui acceptera le statu quo ?

Si en 1999, le candidat coopté «garantissait» l'application des accords avec l'AIS (il a été bien au-delà, avec la concorde civile puis la réconciliation nationale transformée en amnistie pure et simple de terroristes) ; les attentats du 11 septembre aux USA ont permis de dépasser la fameuse question du «qui tue qui», et la grotesque assertion de la régression féconde.

En 2004, la transition en douceur qu'il était censé apporter durant le premier mandat ne se concrétisera pas, loin s'en faut ! Le choix de sa reconduction l'a emporté sur «l'aventure» vers une transition qui affichait, peut-être, trop d'ambitions démocratiques risquant de perturber «l'ordre établi» !

Mais aujourd'hui, la gangrène occasionnée par cette gouvernance a atteint des proportions telles que le pouvoir est dos au mur.

En optant pour la présidence à vie, pour le maintien du statu quo, on ne fait que reculer l'échéance, mais à quel prix, sûrement beaucoup plus lourd et plus élevé que la démocratisation.

Que faire et comment faire ?

Mais alors, que faire et comment faire face à ce «rouleau compresseur» en marche ? Attendre, laisser faire et se taire, c'est accepter la fatalité, c'est pratiquement être complice de la concrétisation du scénario catastrophe.

Le premier réflexe n'est-il pas d'appeler à un sursaut républicain toutes les forces patriotiques du pays : personnalités politiques, intellectuels engagés, moudjahidine, partis démocrates, associations et syndicalistes non organiques, citoyennes et citoyens... ?

Deux questions reviennent constamment chez toutes celles et tous ceux qui appellent au changement : pourquoi les démocrates n'ont-ils jamais réussi à se rassembler ? Que font les personnalités politiques marginalisées et les intellectuels engagés ?

Pour la première interrogation, en tant que démocrates, nous devons faire notre bilan, notre auto-critique pour nous redéployer et pour mieux agir.

Malgré plusieurs tentatives, nous n'avons pas pu ou tenté de rassembler des forces démocratiques auquel nous avons tant de fois appelé. Certes, le pouvoir a tout fait pour briser toute initiative de convergence, par des manipulations, des intimidations, des répressions et des redressements. Mais, nous aussi, nous avons notre part de responsabilité. Loïn, peut-être, de la base citoyenne profonde, les rencontres au niveau des états-majors ont échoué autour de divisions secondaires ayant été incapables de les dépasser et de s'entendre sur l'essentiel. Certains ont même cru que l'entrisme pouvait contribuer au changement !

Pour la deuxième interrogation, le même point de vue revient souvent vis-à-vis des personnalités politiques marginalisées et des intellectuels engagés.

En effet, nos communiqués, nos déclarations, nos contributions aussi pertinentes fussent-ils, le pouvoir n'en a cure et n'en a jamais eu cure ! Ils sont, certes, nécessaires pour apporter un éclairage politique, pour faire un constat, pour tirer la sonnette d'alarme. Cependant, ne sont-ils pas insuffisants s'ils ne débouchent pas sur une action concrète portuse de changements ? Les 7 millions d'analphabètes, les millions d'illettrés relatifs des exclus d'un système éducatif verrouillé, nous lisent-ils, nous écoutent-ils, entendent-ils ? Ils en ont marre des constats, ils les vivent au quotidien dans leur chair ; ils en ont marre des gouvernants qui les méprisent, les soumettent chaque jour au matriage de la télévision. Leur seule solution : la révolte. Ils crient leur désespoir dans les entrées, dans la rue, dans les grèves, avec les mouvements citoyens dans les contrées les plus reculées du pays, pour une vie digne et une justice sociale. Symbole de l'échec :

cette jeunesse qui crie son désespoir en bravant les flots ; elle hurle sa déchéance dans les paradis artificiels ou dans le suicide.

De nombreux échos font état de la nécessité de dépasser les constats, de nous immerger de plus en plus dans la société et de faire des propositions concrètes d'organisation et d'action. Il nous est demandé d'être de plus en plus «vrais», en étant présents dans les mouvements citoyens, dans les commémorations à la mémoire des victimes du terrorisme, dans les manifestations pour la défense des Droits de l'homme... En un mot, plus proches des préoccupations citoyennes, de joindre le geste à la parole.

En fait, c'est un véritable sursaut républicain qui est attendu de plus les patriotes qui croient à une alternative démocratique pour réagir et refuser la fatalité.

En définitive, il leur est demandé de sortir de l'expectative et de prendre l'initiative pour se rapprocher et créer des points de convergence et les synergies nécessaires vers l'objectif commun du changement.

Il s'agit, finalement, de déployer une véritable dynamique politique mobilisatrice de toutes les forces vives de la nation.

Les syndicats autonomes et les jeunes lycéens, les travailleurs de la Fonction publique et de la santé, ont montré de façon éclatante la portée d'un mouvement citoyen pacifique mais déterminé. Les espaces citoyens doivent fleurir. Certains ont vu le jour comme l'Escad (Espace de la société civile pour une alternative démocratique). Le Civic d'Oran a ouvert des pistes d'action et de réflexion des plus pertinentes.

En même temps, un grand travail de proximité est nécessaire, de l'immeuble au quartier, de l'entreprise à la commune, notamment en direction des jeunes, fer de lance du pays, mobilisés autour de thèmes concrets et de préoccupations quotidiennes. Cela permettra de tisser un réseau fécond au sein de la société civile.

Effectivement, c'est dans l'action solidaire que nous pourrions faire aboutir nos propositions pour que le changement devienne possible.

A la fois force de résistance, refusant la politique du fait accompli et la fatalité, et, force de propositions, nous travaillerons à un projet pour l'Algérie, une Algérie de progrès, de modernité et de justice sociale, une Algérie où la souveraineté du peuple est affirmée et le rôle du citoyen conforté. Oui, une autre Algérie est possible !

Précédé d'un bilan exhaustif et approfondi, ce projet supportera une refondation politique, économique, sociale et culturelle. Il aura pour socle une loi fondamentale pérennisant les valeurs républicaines et un Etat de Droit.

La transition pour une alternative démocratique : une exigence patriotique

Au rythme actuel, l'Algérie va droit au mur ! Sa stabilité, son équilibre, sa crédibilité, tout risque de fondre comme neige au soleil, au détour d'une grande explosion sociale, au détour d'un clash financier mondial.

C'est l'évidence, la situation est grave. Il y a une crise de la politique et du politique, crise de l'Etat et de la Nation ; les amnisties se transforment en kamikazes et font des émules y compris dans des franges insoupçonnées de la société ; l'explosion sociale est en ligne de mire !

Partout, les républicains démocrates appellent à une démocratisation réelle de l'Algérie.

Bien sûr, l'alternative démocratique est la solution idéale. Mais,

dans l'état actuel des choses, est-elle réalisable ? Les conditions politiques, économiques et sociales sont-elles favorables à sa mise en œuvre, dans la mesure où le peuple, dans son rejet du pouvoir actuel, ne veut plus voter (en témoigne le boycott du 17 mai et du 21 novembre 2007) ? Les risques de «dérives» ne sont-ils pas toujours possibles, s'interrogent-ils ? Quelle solution alors ? La réponse qui revient sans cesse : une transition démocratique !

La mise en œuvre d'une vraie transition démocratique, avec des réformes profondes palpables, pourrait préparer à l'alternative démocratique, en redonnant espoir et confiance à un peuple désabusé par les expériences ratées d'un passé récent.

Encore faudra-t-il tirer les leçons du passé, revenir dans toutes les bouches !

En effet, en 1991, la transition avait beaucoup de chances de réussir. Elle avait suscité un espoir réel chez tous les citoyens républicains. Qui ne se souvient pas des rassemblements de foule imposants, des marches citoyennes, pour dire non aux partisans de la régression ? Qui ne se souvient pas de ces femmes admirables défendant les libertés et la République ? Malheureusement, cette transition ne fut pas menée à terme, constatant tous les politologues. Après la démission de Zeroual, la chute s'accéléra. Le déferlement des hordes terroristes islamistes, les mises à l'écart d'hommes politiques et de cadres compétents, la chasse aux sorcières par des procès insensés, l'exode des compétences et la fuite des cerveaux qui en résulta, saignèrent à blanc l'Algérie, sonnant le glas de la chute vertigineuse du pays dans le désespoir et l'incertitude. Alliés «naturels», les fossoyeurs de la République, les baïlleurs de libertés, les prédateurs de l'économie, amenèrent le pays à l'actuelle situation et à l'amère désillusion.

La transition démocratique devient aujourd'hui une exigence patriotique, entend-on dire dans tous les milieux républicains.

Certes, elle ne sera pas facile à mener. La pente sera rude à remonter pour faire renaître l'espoir. Que de défis à relever ! Mais quelle tâche exaltante !

Cette transition démocratique peut revêtir plusieurs formes. Il n'y a pas de solution unique. Mais, sûrement pas avec les institutions et la gouvernance actuelles !

Quelle que soit la forme adoptée, cette transition reposera essentiellement sur un projet de société républicain, avec notamment, des mesures concrètes, immédiates, fortes et significatives, politiques, économiques et sociales, pour redonner l'espoir et rétablir la confiance, pour créer le défilé du changement afin de préparer l'alternative démocratique. Ce projet sera porté par des hommes et des femmes engagés, de progrès, compétents et honnêtes, réconciliant l'Etat avec le peuple et son extraordinaire jeunesse ; des hommes et des femmes capables de mobiliser toutes les forces vives de la nation, tout le peuple algérien. C'est à ce prix que l'Algérie pourra se reconstruire, une Algérie que la Révolution du 1^{er} Novembre 1954 avait espérée.

Mais, si par malheur, «le rouleau compresseur» venait à poursuivre son avancée aveugle et irréversible, l'ultime réplique pourrait se manifester, pour refuser le statu quo, par l'absence de candidatures crédibles et la non-participation citoyenne. A l'Histoire de juger !

Cdt A. et A. B.